

GPA : LES ASSOCIATIONS FÉMINISTES S'EXPRIMENT

Alors que le législateur semble vouloir conférer un cadre à la pratique dite de Gestation Pour Autrui (GPA), force est de constater que les féministes n'ont pas été consultées sur ce sujet concernant pourtant les femmes au premier chef. La journée d'étude que nous avons organisée se proposait notamment de réparer cet oubli et d'entendre celles-ci sur la problématique lors d'une table ronde associative.

Voici donc certaines des positions et avis exprimés par des associations féministes belges et française.

POSITION ET ACTIONS DU COLLECTIF POUR LE RESPECT DE LA PERSONNE SUR LA GPA

Ana-Luana STOICEA-DERAM

Une analyse de la pratique de la GPA faite dans la perspective des droits et de l'émancipation des femmes est plus que nécessaire aujourd'hui, quand le paradigme compassionnel semble imprégner la majorité des discours la concernant. Par ailleurs, il est plus que temps de faire valoir les arguments critiques féministes, dans la mesure où la volonté de légiférer ou de réglementer la maternité de substitution (dite aussi « gestation pour autrui ») est très présente, que ce soit au niveau national ou international. Les tentatives de réglementation nationale de la maternité de substitution sont cependant inégales, en Europe, et trop faciles à suivre par l'opinion publique. Leurs chances d'aboutir restent encore incertaines, et surtout, la satisfaction que peut apporter la réglementation nationale aux personnes en demande, très limitée, notamment lorsqu'on essaie de se prévaloir d'intentions éthiques (qui se résument, généralement, à assurer l'opinion que la mère porteuse l'est par altruisme, et qu'elle ne reçoit pas d'argent). De ce fait, les principaux efforts des lobbys pro-GPA se portent sur l'action internationale, où les choses sont autrement plus avancées.

Je représente lors de cette journée le Collectif pour le Respect de la Personne (CoRP). Ainsi mon intervention portera, dans un premier temps, sur la position de notre association ; dans un deuxième temps, sur les types d'actions que nous menons, et notamment le lancement des Assises pour l'abolition de la maternité de substitution, action que le CoRP co-organise avec la CADAC et la CLF¹, sous le patronage de Laurence Dumont, première vice-présidente de l'Assemblée nationale (le 2 février 2016, à Paris), et dans un troisième temps, sur la nécessité d'une dimension internationale de l'action féministe.

La position de l'association

Le Collectif pour le Respect de la Personne s'est réuni à l'été 2013, en raison d'une préoccupation que partageaient celles et ceux qui l'ont créé, pour la situation des mères porteuses, et plus globalement pour la pratique de la maternité de substitution. Depuis sa création, c'est autour de ce sujet, exclusivement, que le Collectif mène des actions. Pour dire les choses clairement, notre association milite pour l'abolition de la maternité de substitution.

Nous refusons la pratique des « mères porteuses », c'est-à-dire la mise à disposition des organes et de la vie d'une femme pendant 9 mois pour servir de réceptacle à un enfant en étant déstituée de son statut de mère. L'enfantement et l'enfant lui-même ne peuvent entrer dans un système de production et d'échange sans porter atteinte au droit des personnes.

Nous estimons que les lois constituent le socle sur lequel s'institue l'humanité. Elles seules peuvent garantir le respect de la justice, de la paix, de la liberté, de l'égalité et de la dignité des êtres humains. Aujourd'hui, ces valeurs sont remises en cause par le néo-libéralisme et le développement des biotechnologies qui risquent de réduire les personnes au statut de ressource, de matériau biologique ou de produit.

Le CoRP considère la maternité de substitution comme étant contraire :

- premièrement, au respect de la personne, dans son intégrité physique et psychique, dans la mesure où elle présente le risque de réduire la personne au statut de ressource de matériau biologique (pour les femmes) ou de produit (pour les enfants). C'est contraire aux principes d'ordre public d'indisponibilité du corps humain

et d'indisponibilité de l'état des personnes (« Très brièvement, l'indisponibilité renvoie, en droit, à l'impossibilité de disposer à sa guise d'une chose ou d'un droit. On ne peut ainsi pas, en principe, vendre ou louer des éléments de son corps (indisponibilité du corps humain), ni modifier en fonction de sa seule volonté les éléments de son identité tels que l'âge, le sexe, ou encore la filiation (indisponibilité de l'état des personnes) »²) ;

- et ensuite, aux droits des femmes et notamment à l'égalité entre les femmes et les hommes, telle qu'elle est promue par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW, adoptée en 1979). A titre d'exemple, l'article 3 de cette convention stipule que : « Les États parties prennent dans tous les domaines, notamment dans les domaines politique, social, économique et culturel, toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour assurer le plein développement et le progrès des femmes, en vue de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur la base de l'égalité avec les hommes ».

Le CoRP milite ainsi pour l'abolition de la maternité de substitution, et est opposé à toute tentative de réglementation, dans la mesure où toute réglementation signifierait accepter la pratique elle-même. Sur le principe, admettre d'organiser politiquement la « GPA », c'est admettre, dans des États de droit démocratiques, censés assurer le respect de la personne humaine et l'égalité entre les femmes et les hommes, qu'il est possible d'organiser l'accès aux corps des femmes. Sur le plan concret, on observe que les États démocratiques ayant imaginé et pratiqué une « GPA éthique », sont aussi devenus les principaux pays d'origine des personnes qui ont recours à la pratique commerciale dans d'autres pays³.

Il n'y a pas de distinction à faire entre une soi-disant « GPA-éthique » et une « GPA-commerciale », qui sont en fait les deux faces d'une seule pratique, aujourd'hui largement globalisée et commercialisée, et que l'on peut nommer Docteur Éthique et Monsieur Profit, puisque les scrupules éthiques affichés par certains ne cachent en rien les profits qu'en tire l'industrie de la procréation, en mettant le corps des femmes à la disposition de ceux/celles qui ont les moyens de s'offrir de tels services (d'avocats, d'agences de *surrogacy*, de mères porteuses).

Que fait le Collectif pour le Respect de la Personne ?

Jusqu'à présent, le Collectif s'est mobilisé principalement en direction, d'une part de l'opinion publique, et d'autre part, des institutions intervenant sur la question, dans des actions de :

- sensibilisation et d'information de l'opinion publique – publications, interventions dans les médias et sur les réseaux sociaux (entretiens, tribunes, recensés sur notre site) ;
- prise de position – en direction d'instances nationales (comme la Cour de cassation, en juillet 2014) ou internationales, (comme la Cour européenne des droits de l'homme, le Conseil de l'Europe, la Conférence de La Haye), afin d'exprimer notre refus de voir admettre et banaliser cette pratique. A cette dernière, nous avons écrit, à côté de nombreuses associations féministes européennes, dont le Lobby européen des femmes et l'Université des Femmes, en mars 2015, quant à son projet sur la filiation et la maternité de substitution, pour lui faire part de notre analyse (une étude disponible en français et en anglais) montrant les aspects incon-

ciliables entre la maternité de substitution et une quelconque réglementation internationale. Tout comme nous avons réagi devant l'initiative de la Commission des questions sociales de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (visant le rapport portant sur les questions éthiques et la gestation pour autrui), ou encore devant la décision de la CEDH dans l'affaire Paradiso et Campanelli ;

- mobilisation politique – lettre ouverte adressée au Président de la République en juin 2014, suite à la condamnation de la France par la CEDH.

Aujourd'hui, le Collectif s'engage dans une action politique, aux côtés de deux autres associations féministes françaises, la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (la CADAC) et la Coordination Lesbienne en France (la CLF). Sous le patronage précieux de Laurence Dumont, députée socialiste et première vice-présidente de l'Assemblée nationale, nous avons lancé les Assises pour l'abolition universelle de la maternité de substitution, le 2 février 2016, lors d'un événement politique à l'Assemblée nationale.

L'objectif de cette action est de rassembler des représentants de la société civile, des associations féministes et de défense des droits humains, et des responsables politiques européens afin de créer un mouvement pour promouvoir l'abolition de la « GPA ».

Les assises visent à proposer une vision internationale d'action quant à cette pratique, à travers :

- un état des lieux, pour envisager le phénomène dans sa globalité et avec toute la complexité de ses conséquences, au-delà des choix individuels ;
- des leviers d'action qui rendent possible la mobilisation de la société civile et la mobilisation politique soucieuse des droits des femmes et des enfants.

Nous proposons également une Charte pour l'abolition universelle de la maternité de substitution, qui affirme que : « au nom des droits de la personne humaine, Nous, signataires de la Charte :

- dénonçons l'utilisation des êtres humains dont la valeur intrinsèque et la dignité sont éliminées au profit d'une valeur d'usage ou d'une valeur d'échange,
- refusons la marchandisation du corps des femmes et des enfants,
- appelons la France et les autres pays européens à respecter les conventions internationales de protection des droits humains et de l'enfant dont ils sont signataires, à s'opposer fermement à toute forme de légalisation de la maternité de substitution sur le plan national ou international.

Nous les appelons en outre, au nom de l'égale dignité de tous les êtres humains, à agir avec fermeté pour faire abolir cette pratique au niveau international, notamment en promouvant la rédaction, l'adoption et la mise en œuvre efficace d'une convention internationale d'abolition de la maternité de substitution. »

Pour l'abolition universelle de la maternité de substitution

L'aspect international est primordial, car aujourd'hui c'est à ce niveau que les décisions concernant la « GPA » se prennent et se prendront. Des instances internationales souhaitent réglementer, ou sont sollicitées pour se prononcer par rapport à la réglementation. Au niveau de l'Union Européenne, pour l'instant (il faut

s'en féliciter !) le Parlement européen a condamné clairement, dans son rapport sur les droits de l'homme pour 2014, la gestation pour autrui :

« 114. condamne la pratique de la gestation pour autrui qui va à l'encontre de la dignité humaine de la femme, dont le corps et les fonctions reproductives sont utilisés comme des marchandises ; estime que cette pratique, par laquelle les fonctions reproductives et le corps des femmes, notamment des femmes vulnérables dans les pays en développement, sont exploités à des fins financières ou pour d'autres gains, doit être interdite et qu'elle doit être examinée en priorité dans le cadre des instruments de défense des droits de l'homme. »

Néanmoins, l'année 2016 verra deux grandes organisations internationales réunir leurs instances afin de décider d'une réglementation de cette pratique. Il s'agit du Conseil de l'Europe et de la Conférence de La Haye. Ni l'un ni l'autre ne se pose cependant la question de savoir si cette pratique est conforme à la dignité humaine, si elle est respectueuse des femmes, en général, et compatible avec l'émancipation des plus vulnérables, en particulier. Ni l'un ni l'autre ne tient compte des inégalités persistantes entre les femmes et les hommes, quel que soit le niveau de développement des pays, à l'échelle nationale, et encore moins, au niveau international. Ni le Conseil de l'Europe ni la Conférence de La Haye, quand il/elle se penche sur la maternité de substitution, ne prend en considération la globalisation des marchés de l'humain, sur lesquels les femmes et les produits de leurs corps (ovocytes, sang menstruel, placenta, cordon ombilical)⁴ fournissent le plus de richesse (à ceux/celles qui les exploitent).

Ce désintérêt délibéré pour le sort des femmes que sont les mères porteuses, et pour la condition des femmes plus généralement, n'est pas étonnant lorsqu'on voit que la Conférence de La Haye s'inspire de la Bible pour promouvoir la maternité de substitution. Dans le rapport préliminaire au projet sur la filiation et la maternité de substitution (mars 2012, p. 6), le Bureau de la Conférence affirme en effet que : « Le concept de maternité de substitution n'est pas nouveau ; les conventions de procréation pour autrui remontent même à l'époque de la Bible ». L'explication de cette référence, donnée en note, confirme la vision patriarcale promue par ce projet « Par ex., *Genèse* (chapitre 30) : Rachel, qui est stérile, donne sa servante à Jacob comme concubine afin qu'elle engendre un enfant qui sera considéré socialement comme l'enfant de Rachel et de Jacob. Voir dans le Glossaire en annexe la définition du terme « convention de procréation pour autrui ».

Peut-on se contenter, au XXI^e siècle, d'une telle vision de la femme, promue par une organisation internationale qui, pour justifier de l'ancienneté de la pratique (ce qui ne la légitime en rien, par ailleurs), se sert de l'exemple d'une servante dont le nom n'est même pas cité, violée par son maître, à qui on fait subir une grossesse forcée, et à laquelle on enlève l'enfant ?

Cependant, aucune critique ne se fit entendre quant à cette orientation, si évidemment non respectueuse des femmes, et sur laquelle se base le travail de la Conférence de La Haye. De surcroît, dans son rapport présenté le 15 mars devant la Commission des questions sociales de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, la rapporteure mentionne l'utilité de rapprocher les démarches de ces deux institutions – comme elle le déclare elle-même dans la presse, en montrant que la conclusion de son rapport « souligne l'importance de rapprocher les différentes juridictions dans la

lignée des travaux menés au niveau mondial par la Conférence de La Haye de droit international privé. Elle l'a fait en matière d'adoption et elle a commencé à le faire pour la GPA »⁵.

Les efforts des féministes pour faire abolir la maternité de substitution, doivent aujourd'hui se concentrer et se rassembler autour du travail effectué par les instances internationales, car ce sont elles qui décideront, très bientôt, de la réglementation de cette pratique, sans manifester (jusqu'à présent du moins, et à l'exception notable du Parlement européen) d'intérêt pour l'analyse qu'en font les défenseurs des droits des femmes⁶.

Ana-Luana Stoicea-Deram

Présidente du Collectif pour le Respect de la Personne
<https://collectif-corp.com/qui-sommes-nous/>

- 1 CADAC – Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception ; CLF – Coordination lesbienne en France.
- 2 FABRE-MAGNAN, Muriel, *La gestation pour autrui. Fictions et réalités*, Fayard, 2013, p. 9.
- 3 Notamment, parmi les pays européens, le Royaume-Uni, qui l'a réglementée dès le début des années 1980 ; à présent, la grande majorité des enfants britanniques nés de mères porteuses sont nés à l'étranger (Rosemary BENNETT, « Surrogacy parents risk losing children », *The Times*, le 19 mai 2015).
- 4 Comme le montre, par exemple, Céline LAFONTAINE, dans son ouvrage *Le corps marché. La marchandisation de la vie humaine à l'heure de la bioéconomie*, Seuil, 2014 ; et dont on peut lire aussi, en ligne, un entretien donné aux Inrocks, et intitulé « La bioéconomie est le stade ultime du capitalisme ».
- 5 LEBLANC, Véronique, entretien avec Petra DE SUTTER, « Fermer les yeux sur la gestation pour autrui ne la fera pas disparaître », *La Libre Belgique*, le 13 mars 2016.
- 6 Lors de la table ronde rassemblant les politiques belges, qui a suivi notre exposé, il a été rappelé que le Sénat belge, pendant ses travaux sur cette problématique, qui ont pris un an, n'a pas entendu une seule association féministe ou de défense des droits des femmes.